

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 NANCY

NANCY, le XX/09/2022

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

### Contexte et constats

Publié sur  GÉORISQUES

#### SOFIDEL FRANCE

Ban la Dame  
Parc d'activités de Nancy-Pompey  
54390 FROUARD

Références : SC/AM/NW/2022\_1323  
Code AIOT : 0006200203

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement SOFIDEL FRANCE implanté Ban la Dame Parc d'activités de Nancy-Pompey 54390 FROUARD. L'inspection a été annoncée le 13/05/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le suivi des rejets atmosphériques d'une installation située en zone de plan de protection de l'atmosphère (PPA). L'inspection porte sur l'exploitation de la chaudière biomasse.

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFIDEL FRANCE
- Ban la Dame Parc d'activités de Nancy-Pompey 54390 FROUARD
- Code AIOT : 0006200203
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- 

Fabrication, transformation et conditionnement de papiers

#### Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques en zone de Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Combustibles	Arrêté Préfectoral du 06/08/2015, article 2.1	/	Sans objet
2	Intrants	Arrêté Préfectoral du 15/11/2013, article 7.2	/	Sans objet
3	Contrôle des combustibles	Arrêté Préfectoral du 15/11/2013, article 8	/	Sans objet
4	Déchets produits par l'installation biomasse	Arrêté Préfectoral du 15/11/2013, article 21	/	Sans objet
5	Traçabilité des déchets produits	Arrêté Préfectoral du 15/11/2013, article 22	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 15/11/2013, article 33	/	Sans objet
7	Surveillance cendres volantes	Arrêté Préfectoral du 15/11/2013, article 35	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats effectués lors de la visite du 28 juin 2022 n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Combustibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/08/2015, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les combustibles bois pouvant être consommés au sein de la chaudière « biomasse » sont des mélanges de plaquettes forestières et de déchets de bois assimilés à un combustible commercial. Ces déchets assimilables à un combustible commercial doivent respecter les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté 2013/0078bis (produits de bois en fin de vie, issues notamment de centres de tri de déchets industriels banals) et leur proportion dans le tonnage global annuel ne pourra excéder 14 % [...]</p> <p>[...] Les combustibles utilisés dans la chaudière « biomasse » doivent présenter une qualité constante dans le temps et répondre à tout moment aux critères fixés ci-dessus. A cette fin, l'exploitant met en place un programme de suivi qualitatif et quantitatif des combustibles utilisés, qui précise notamment les critères de vérification du contrôle visuel prévu à l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°2013/0078bis. [...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection les quantités de combustibles entrés dans l'installation pour l'année 2021:</p> <p>- 19 810 tonnes livrés comprenant respectivement 1 840 tonnes de déchets de bois assimilés à un combustible commercial (9,2 %) et 17 970 tonnes de bois de type A (90,8 %).</p> <p>Le tonnage annuel de déchets de bois assimilés à un combustible commercial représente une part inférieur à 14 % sur le tonnage global.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Intrants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2013, article 7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un registre est tenu à jour par l'exploitant, mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* la fiche d'identification prévue au sous-article 7.1 du présent arrêté,</li> <li>* l'identité du transporteur et le numéro d'immatriculation du véhicule de transport,</li> <li>* la date et l'heure de livraison,</li> <li>* le cas échéant, les résultats des analyses effectuées en application de l'article 8 du présent arrêté.</li> </ul> <p>Ce registre comptabilise par fournisseur le tonnage de combustible réceptionné par type de combustible. Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées pendant 5 ans.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection le registre permettant l'identification des intrants, contenant notamment le type d'intrant, son origine et les quantités livrés. Ce registre n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Contrôle des combustibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2013, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"L'exploitant s'assure de la conformité des déchets de bois livrés dans son établissement comme combustible assimilé par rapport aux critères définis aux articles 5 et 6 du présent arrêté en effectuant :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>* un contrôle visuel à la livraison sur chaque lot. Les critères de vérification du contrôle visuel sont définis par l'exploitant dans le programme de suivi visé à l'article 5 et permettent notamment de s'assurer de l'absence de corps étrangers tels que plastiques, agrafes, ferrailles ou pierres,</li><li>* des analyses de détermination des teneurs de l'ensemble des polluants listés à l'article 6 du présent arrêté, sur un lot de déchets de bois toutes les 1 000 tonnes livrées par un même fournisseur et pour un même type de combustible, et au minimum une fois par an. Les modalités de prélèvement et d'analyses ainsi que les teneurs maximales autorisées sont fixées respectivement aux articles 32 et 6 du présent arrêté,</li><li>* une analyse des teneurs en métaux et dioxines visés à l'article 9 du présent arrêté dans les cendres sous chaudière une fois par semestre.</li></ul> <p>Les résultats de l'ensemble de ces contrôles et analyses devront être consignés dans le registre prescrit au sous-article 7.2 du présent arrêté et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées."</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant procède lors de chaque livraison à un contrôle visuel portant sur la granulométrie, le taux d'humidité, la présence ou non de déchets inorganiques. Le programme de suivi des intrants comprend également un contrôle sur les odeurs (décomposition éventuelle); il transmet hebdomadairement aux fournisseurs les remarques sur le suivi des intrants.</p> <p>L'exploitant réalise des analyses semestrielles sur les intrants.</p> <p>Les informations sur les contrôles sont saisies dans le registre (voir constat n°2) mis à la disposition de l'inspection.</p> <p>Les résultats des analyses réalisées par CERECO les 13/10/2021 et 26/04/2022 n'appellent pas de remarque de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Déchets produits par l'installation biomasse**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2013, article 21			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets			
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet			
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal de la chaudière « biomasse » sont :			
Nature	Code déchets	Origine	Quantité annuelle estimée
Particules fines	10 01 03	Particules fines issues du traitement des fumées de combustion récupérées en bas du dépoussiéreur par cyclonage et du filtre à manches	750 t/an
Cendres	10 01 01	Cendres issues de la combustion en chaudière	750 t/an
<b>Constats :</b> Les déchets produits par l'installation pour le second semestre de 2021 sont respectivement pour les cendres volantes et pour les cendres sous foyer de 44 tonnes et de 73 tonnes. Ces quantités sont nettement inférieures aux quantités indiquées à l'article 21 de l'arrêté préfectoral du novembre 2013 (750 tonnes/an pour chaque type de déchet).			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite			
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet			

**N° 5 : Traçabilité des déchets produits**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2013, article 22
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...]Les sous-produits et déchets issus de la combustion sont, lorsque la possibilité technique existe, valorisés, en tenant compte de leurs caractéristiques et des possibilités du marché.</p> <p>A défaut de valorisation, les cendres feront l'objet d'une élimination dans une installation régulièrement autorisée. Les cendres seront également éliminées de cette manière après le démarrage de l'installation mais avant la réception du résultat des analyses des premières cendres représentatives.</p> <p>Dans tous les cas, les filières d'élimination ou de valorisation retenues doivent en permanence être cohérentes avec les résultats des caractérisations prescrites ci-dessus.</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier à tout moment l'élimination ou la valorisation de tous les sous-produits et déchets qu'il produit à l'inspection des installations classées. Il fournit annuellement à l'inspection des installations classées un bilan des opérations de valorisation et d'élimination de ces sous-produits et déchets.[...]</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué à l'inspection que les quantités de déchets produits par l'installation font l'objet d'une évacuation régulière, ne dépassant pas 3 semaines.</p> <p>Les cendres sous foyer sont prises en charge par TTM Environnement ; l'exploitant a présenté à l'inspection la traçabilité de ce type de déchets au moyens de bordereau de suivi de déchets dangereux (BSDD).</p> <p>Les cendres sous filtre à manches et sous filtre à cyclones sont orientées à JEANDELAINCOURT ; l'exploitant a présenté à l'inspection les BSDD correspondants.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2013, article 33																																						
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques																																						
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																																						
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Ce programme comprend notamment les dispositions suivantes : <table border="1" data-bbox="341 432 1264 987"> <thead> <tr> <th>Paramètre</th><th>Fréquence d'analyse</th><th>Contrôle par un laboratoire agréé</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Débit</td><td>Continu</td><td>Trimestriel</td></tr> <tr> <td>SO<sub>2</sub></td><td>Continu</td><td>Trimestriel</td></tr> <tr> <td>NO<sub>x</sub></td><td>Continu</td><td>Trimestriel</td></tr> <tr> <td>Poussières</td><td>Continu</td><td>Semestriel</td></tr> <tr> <td>CO</td><td></td><td>Semestriel</td></tr> <tr> <td>COVNM</td><td></td><td>Semestriel</td></tr> <tr> <td>HAP</td><td></td><td>Semestriel</td></tr> <tr> <td>Métaux*</td><td></td><td>Semestriel</td></tr> <tr> <td>Dioxines et furanes</td><td></td><td>Semestriel</td></tr> <tr> <td>HCl</td><td></td><td>Semestriel</td></tr> <tr> <td>HF</td><td></td><td>Semestriel</td></tr> </tbody> </table> <p><i>* : les métaux à rechercher sont ceux comportant des valeurs limites d'émissions fixées au sous-article 13.3 du présent arrêté.</i></p>			Paramètre	Fréquence d'analyse	Contrôle par un laboratoire agréé	Débit	Continu	Trimestriel	SO <sub>2</sub>	Continu	Trimestriel	NO <sub>x</sub>	Continu	Trimestriel	Poussières	Continu	Semestriel	CO		Semestriel	COVNM		Semestriel	HAP		Semestriel	Métaux*		Semestriel	Dioxines et furanes		Semestriel	HCl		Semestriel	HF		Semestriel
Paramètre	Fréquence d'analyse	Contrôle par un laboratoire agréé																																				
Débit	Continu	Trimestriel																																				
SO <sub>2</sub>	Continu	Trimestriel																																				
NO <sub>x</sub>	Continu	Trimestriel																																				
Poussières	Continu	Semestriel																																				
CO		Semestriel																																				
COVNM		Semestriel																																				
HAP		Semestriel																																				
Métaux*		Semestriel																																				
Dioxines et furanes		Semestriel																																				
HCl		Semestriel																																				
HF		Semestriel																																				
Les résultats de l'autosurveillance sont enregistrés.																																						
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection: <ul style="list-style-type: none"> <li>- les résultats de la surveillance en continu mise en place par ses soins sous forme d'enregistrement, portant sur les paramètres suivants : débit, SO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub> et poussières ;</li> <li>- les résultats des analyses semestrielles réalisées par CERECO les 11/05/2021, 14/12/2022, 01/06/2022 ;</li> <li>- les résultats des analyses annuelles réalisées par CERECO le 14/12/2021.</li> </ul> <p>Les rapports d'analyse et les enregistrements des contrôles en continu n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>L'exploitant réalise également un suivi trimestriel en concentration et en flux pour les paramètres NO<sub>x</sub> et SO<sub>2</sub>.</p> <p>Les résultats présentés à l'inspection ne montrent pas d'écart avec les valeurs limites fixées.</p>																																						
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																																						
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet																																						



**N° 7 : Surveillance cendres volantes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 15/11/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> "Les cendres sous chaudière feront l'objet d'une caractérisation dans les six mois suivant la mise en service de la chaudière biomasse puis selon la fréquence définie aux articles 8 et, si besoin, 11 du présent arrêté. Le programme d'analyse porte au minimum sur les polluants réglementés à l'article 9 du présent arrêté. Les résultats des contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le mois suivant la réalisation des prélèvements."
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis à la disposition de l'inspection les rapports CERECO issus de la surveillance portant sur les cendres volantes réalisée le 13 octobre 2021 et le 28 avril 2022. Ces rapports n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet